



**Iran: La galère des femmes
sur le marché du travail
dominé par
les hommes**

RAPPORT MENSUEL
Commission des Femmes
du Conseil national de la Résistance iranienne

Janvier 2019

Iran: La galère des femmes sur le marché du travail dominé par les hommes

Le marché du travail iranien était dominé par les hommes, indique un rapport publié le 17 janvier 2019 par l'agence de presse officielle iranienne Irna.

Sur la base des statistiques publiées par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Irna précise que le taux de participation des femmes sur le marché du travail iranien en 2017 n'était que de 16,8 %, ce qui est très faible comparé au taux de participation des hommes qui était de 71,4 % la même année.

À peu près à la même époque l'an dernier, Leila Falahati, membre de l'équipe consultative pour la condition féminine et les affaires familiales de Hassan Rohan, le président de la République islamique, a déclaré que la participation économique des femmes en Iran était de 17 % selon les estimations les plus optimistes, laissant l'Iran loin derrière les autres puissances économiques de la région du Moyen-Orient. (L'agence de presse publique Isna - 13 janvier 2018)

Ces estimations semblent cependant exagérées puisque le Centre national des statistiques (CNS) a estimé la participation économique des femmes à 14,3% en 2016 et 13,3% en 2015.

En 2016, le CNS a annoncé une baisse de 1,6 % de la participation économique des femmes par rapport à l'année précédente, qui était de 13,3 %. Il a ensuite fixé le taux pour 2016 à 14,3 % au lieu de 11,7 %.

Compte tenu la récession économique et le nombre croissant de chômeurs, les rapports sur la participation économique des femmes semblent falsifier les chiffres officiels plutôt que refléter la réalité, et les chiffres réels doivent être considérés comme bien inférieurs.

Inégalité des sexes

Dans son enquête annuelle sur la main-d'œuvre iranienne, le CNS a également confirmé l'inégalité entre les sexes sur le marché du travail iranien au cours de la période de 10 ans allant de 2008 à 2017.

Selon les chiffres du CNS la population iranienne âgée de 10 ans et plus est divisée à parts égales entre les deux sexes, mais le taux d'activité moyen des hommes sur le marché du travail (63 %) est quatre fois plus élevé que celui des femmes (seulement 14 %) durant la même période.



L'enquête a également indiqué que sur 100 personnes occupant un emploi en Iran, 84 étaient des hommes et 16 seulement des femmes, ce qui indique clairement une discrimination sexuelle sur le marché du travail.

Une enquête menée par le Centre de statistiques et d'information stratégique du Ministère du travail révèle que l'accès des hommes et des femmes aux emplois salariés était inégal. Selon cette étude réalisée sur la période allant de mars 2016 à mars 2017, la part des hommes dans les emplois salariés était de 82,7 %, contre 17,3 % pour les femmes, ce qui indique que les hommes ont eu cinq fois plus de possibilités de gagner un salaire que les femmes. (L'agence de presse publique Mehr - 23 janvier 2018)

Le chômage des femmes

D'après les chiffres du CNS, la part des femmes dans le chômage est supérieure à celle des hommes.

Selon l'agence de presse publique Isna (30 novembre 2018) le taux de chômage annuel moyen en Iran est de 1,8%. Avec un taux de croissance annuel de 3,8 %, la population des femmes au chômage a atteint 1.037.516 en 2017. Cela signifie que le taux de chômage des femmes iraniennes a atteint un sommet de 32,3% en 2017.

Le taux de chômage des femmes est passé de 17 % en 2005 à plus de 20 % en 2016. Au cours de la même période, le taux de chômage des diplômés d'études supérieures est passé de 15,7 à 20,4 %, ajoute la même source.

Dans un rapport du 21 novembre 2018, la Commission spéciale pour la protection de la production nationale et le suivi de l'application de l'article 44 de la Constitution a annoncé que " le taux de chômage des jeunes diplômés se situe entre 50% et 63% ; celui des jeunes femmes diplômées atteint les 78%. Ce sont des chiffres inquiétants qui indiquent une très mauvaise situation sur le marché du travail." (Isna - 21 novembre 2018)

En 2016, le taux de chômage des jeunes femmes de moins de 30 ans était estimé à 85,9 %. (Agence de presse publique Mehr, 5 janvier 2016)

Au cours de l'été 2016, le CNS a déclaré que le taux de chômage moyen des jeunes femmes en Iran atteignait 47,3 pour cent à l'été 2015.

Les statistiques officielles sur le chômage des 15-24 ans en 2014 montrent que dans certaines provinces iraniennes, ce taux dépasse 50 % (le site Web *Eghtesad-dananan*), 13 août 2015).

Le taux de chômage des femmes est de 62,5% dans la province Markazi (centre), 53% à Ispahan (centre), 55,9% à Alborz (centre), 58,7% à Qazvin (centre), 86,4% à Ilam (ouest), 61,6% à Kermanshah (ouest), 81,7% au Lorestan (ouest), 64,7% à Kohkiluyeh et Buyer Ahmad (ouest), 80,1% à Charmahal-o Bakhtiari (sud-ouest), 63.5% au Khouzistan (sud-ouest), 70% à Fars (sud),

Chiffres contradictoires sur le chômage des femmes en Iran

Année	Femmes	Diplômées
2017	32.3 %	78 %
2016		85.9 %
2016	20 %	20.4 %
2015	47.3 %	
2014	50 +%	
2013		78 %
2005		65 %
2005	17 %	15.7 %



73,1% à Hormozgan (sud), 69,5% à Khorasan-e Razavi (nord-est), 55% à Khorasan septentrional (nord-est), 51,2% à Ardabil (nord-ouest de l'Iran), 55,1% au Kurdistan (nord-ouest), 69,7% à Golestan (nord), 64,1% à Mazandéran(nord).

Licenciements des femmes

Abol Hassan Firouzabadi, vice-ministre du Travail et des Affaires sociales, a reconnu que 100.000 femmes sont licenciées chaque année. (Irna, 6 septembre 2015)

D'autres sources indiquent qu'au moins 900.000 femmes ont été licenciées en dix ans. Fatemeh Sadeqi, professeur au Centre universitaire de formation des enseignants, affirme : "En un coup d'œil sur les dix dernières années, nous pouvons constater que quelque 100.000 femmes ont été licenciées chaque année sur le marché du travail. En outre, selon les chiffres officiels, 74.000 femmes ont été expulsées de leur emploi après leur retour du congé de maternité. On pourrait donc dire qu'environ 900.000 femmes ont été licenciées et sont au chômage." (L'agence de presse publique Fars, 16 juin 2015)

On voit clairement que même dans ce simple calcul, le chiffre d'un million a été ramené à 900.000, sans aucune explication sur le sort des 74.000 femmes licenciées.

Lors de sa campagne électorale, Hassan Rohani a donné de nouvelles statistiques sur l'exclusion des femmes du cycle de l'emploi en Iran. "Environ 670.000 femmes ont perdu leur emploi entre 2004 et 2014", a-t-il dit avant d'ajouter : "La question des femmes en tant que secteur important de la société a été négligée dans le passé". (Le Club des jeunes journalistes, géré par l'Etat - 4 mai 2017)

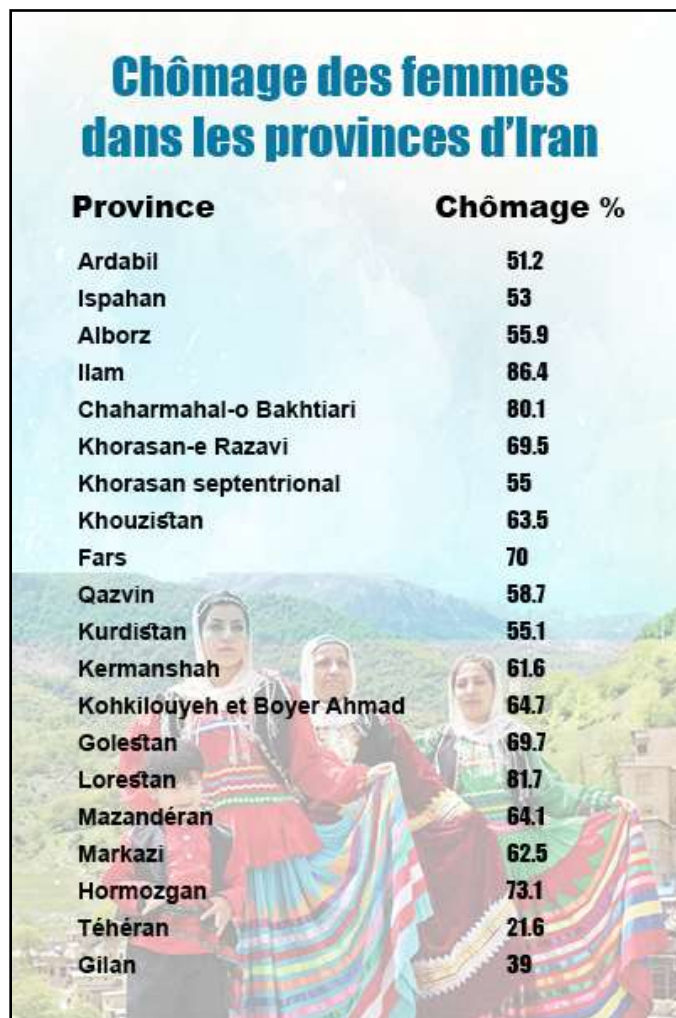
Le site *Web Donia-e Eqtesad* (29 septembre 2015) a décrit l'emploi des femmes comme un secteur "en déclin", tout en affirmant que le taux d'emploi des femmes en Iran est le plus bas du monde.

En novembre 2013, le taux moyen du chômage des femmes n'a été établi qu'à 21,6% à Téhéran malgré la plus forte concentration d'usines et de centres administratifs dans la capitale.

Situation des femmes instruites

L'éducation est un facteur important pour trouver un emploi. Les femmes iraniennes représentent 46 % de la population ayant une éducation générale et plus de 50 % de la population ayant fait des études supérieures. Néanmoins, la participation des femmes sur le marché du travail est de 9% pour l'enseignement général et de 37% pour l'enseignement supérieur. (Irna - 17 janvier 2019)

Le quota d'emploi dans l'enseignement supérieur est de 70-30 en faveur du recrutement des hommes. Le CNS a déclaré que sur 100 personnes ayant une éducation générale qui ont un emploi, seules 10 sont des femmes. Et cet écart persiste toujours.



Susan Bastani, adjoint aux études stratégiques à la direction présidentielle de la condition féminine et des affaires familiales de Rohani a reconnu que 2 millions de jeunes femmes ont été diplômées des universités iraniennes au cours des 20 dernières années, ce qui représente plus de 60 % des diplômées d'études supérieures, mais le taux de chômage des femmes a augmenté. (Isna, 13 février 2016)

Selon une étude, 52 % des femmes diplômées des universités et des collèges sont "économiquement inactives", un euphémisme utilisé pour désigner les chômeurs. (Le quotidien Kayhan, 20 juin 2017)

Un autre rapport indique que 46,6 % des diplômés des universités sont des femmes, dont 34,5 % sont économiquement actives (70,1 % ont un emploi et 29,9 % sont sans emploi) et 65,5 % sont considérées économiquement inactives. (Le site Web Aftab News - 2 janvier 2016)

Selon une enquête réalisée sur la main-d'œuvre iranienne entre 2005 et 2013, le taux de chômage des femmes diplômées de l'université a progressivement augmenté, passant de 65% en 2005 à 78% en 2013. (L'agence de presse publique Dana - 2 juillet 2016)

Les femmes diplômées de l'enseignement supérieur sont considérées comme un nouveau secteur qui sont au chômage ou qui ont été contraintes d'occuper des emplois subalternes à bas salaires. Beaucoup de femmes ayant fait des études universitaires sont obligées de colporter dans la rue, de travailler dans les restaurants ou comme secrétaires dans les bureaux et d'accepter des salaires aussi bas qu'un tiers du salaire minimum.

Selon Fatemeh Rafi'i, directrice générale du département de la condition féminine et des affaires familiales de la province du Guilan, près de 39% des femmes instruites ayant fait des études supérieures dans la province du Guilan, dans le nord de l'Iran, sont au chômage et n'ont pas réussi à trouver un emploi. (Fars - 5 octobre 2015)

"Les femmes titulaires d'un master travaillent dans des ateliers de soudage, et une fille qui a son master en graphisme est maintenant une simple travailleuse. Bien sûr, il y en a beaucoup d'autres comme elle et leur nombre augmente de jour en jour. De plus, toutes ces personnes préfèrent ne pas mentionner leur diplôme pour être embauchées par une organisation ou un atelier ", précise un syndicaliste, Hossein Akbari (Le quotidien Asr-e Iran, 23 septembre 2015).

Le 28 juin 2017, le journal d'Etat Shahrvand fait le récit des femmes diplômées qui ont dû travailler dans des emplois qui n'ont rien à voir avec leur domaine d'études et leur niveau d'éducation. Ces femmes ne reçoivent que 150.000 tomans par mois alors que le Conseil suprême du travail a fixé le salaire minimum pour l'année 2017 à 930.000 tomans.

Maryam, Master sciences Po, vend des Falafels depuis six mois, de 15 h à minuit. Elle gagne 150.000 tomans par mois. Shahnaz, ingénieur informaticien, travaille 9,5 heures par jour dans une compagnie d'assurance et gagne 300.000 tomans par mois. L'amie de Shahnaz, Master en comptabilité, travaille 10,5 heures par jour comme comptable dans un magasin et gagne 200.000 tomans.

Discrimination à l'égard des femmes

Bien que le taux d'instruction des femmes soit égal à celui des hommes, elles sont victimes d'une grave discrimination dans l'emploi.

Selon le rapport 2018 du Forum économique mondial sur l'écart entre les sexes, l'Iran se classe au 142^e sur 149 pays après le Mali, le Congo, le Tchad, la Syrie, l'Irak, le Pakistan et le Yémen. Le score de l'Iran en 2018 sur la participation économique est de 0,376, tandis que son score sur le niveau d'éducation est de 0,969.

Shahindokht Molaverdi, ancienne adjointe du président de la République islamique pour condition féminine et les affaires familiales, a reconnu dans une interview que le taux de chômage des jeunes femmes en 2015 avait atteint son plus haut niveau dans les 20 dernières années. (Le psychnews.ir, 22 janvier 2017)

Selon les chiffres compilés par le CNS, le taux de chômage des jeunes femmes âgées de 20 à 30 ans est le double de celui des hommes de la même tranche d'âge. (Asr-e Iran - 20 décembre 2017)

"Dans certaines provinces, les femmes diplômées sans emploi sont trois fois plus nombreuses que les hommes", a déclaré Massoumeh Ebtekar, l'adjointe de Hassan Rohani pour condition féminine et les affaires familiales. (Le site web de l'Etat Ghanoun citant l'IRNA - 30 octobre 2017)

Dans son rapport d'août 2014, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'Iran, M. Ahmed Shaheed, a abordé la question de la participation des femmes et des disparités de revenus en Iran, soulignant que " la République islamique d'Iran continue d'avoir l'un des taux de représentation féminine les plus bas du marché du travail mondial, les femmes représentant seulement 16 pour cent de la population active... ". Les écarts de chômage entre les hommes et les femmes sont nettement plus importants chez les personnes ayant un niveau d'instruction plus élevé, ce qui fait que les femmes titulaires d'un diplôme d'études supérieures sont trois fois plus susceptibles d'être au chômage que leurs homologues masculins."

M. Shaheed a également révélé que " les taux de participation des femmes au travail rémunéré sont faibles, les femmes iraniennes ayant les revenus moyens les plus faibles d'Asie et du Pacifique. Les hommes gagnent 4,8 fois plus que les femmes, ce qui fait de l'écart de revenu entre les hommes et les femmes iraniens un des plus élevés au monde."

Conséquences de l'exclusion des femmes du marché du travail

Les femmes iraniennes sont les premières victimes des licenciements, de l'inégalité salariale et de la discrimination sexuelle. Les sociologues pensent que la plupart des défis et des problèmes économiques des femmes sont dus à la discrimination sexuelle, dont les effets destructeurs ont causé des préjugés contre les femmes, des inégalités et une certaine forme de violence économique.

La Constitution iranienne stipule que le fait d'avoir un emploi décent ne fait pas partie des droits fondamentaux des femmes en Iran. (Préambule de la Constitution du régime, section sur les femmes)

Ali Khamenei, le Guide suprême du régime clérical, a explicitement déclaré : "Dieu a créé les femmes pour un domaine particulier de la vie... l'emploi ne fait pas partie des problèmes majeurs qui concernent les femmes". (Site officiel de Khamenei - 19 avril 2014)

Le manque d'emplois et le manque d'indépendance économique ont provoqué une grande dépression chez les femmes iraniennes, entraînant toutes sortes de problèmes sociaux tels que l'itinérance, la dépendance, la prostitution, le suicide, etc.

Une aide-soignante qui n'a pu trouver un emploi, a mis fin à ses jours. Leila Rasouli, 30 ans, s'est suicidée le 29 décembre 2018 en absorbant des produits chimiques. Elle était à la recherche d'un emploi depuis longtemps, mais elle n'a pas été embauchée dans sa ville natale, Hamadan.

Elle a été inhumée le mercredi 16 janvier 2019. La cause principale du suicide de cette jeune femme était la pression du chômage et l'absence d'une profession appropriée malgré un haut niveau d'éducation.

"Il y a 30.000 infirmières au chômage en Iran", a reconnu Mohammad Sharifi Moghaddam, directeur adjoint de l'Ordre des infirmiers (Le Club des jeunes journalistes - 29 octobre 2018)